

## CHANGEMENT CLIMATIQUE DES PERSPECTIVES INQUIÉTANTES

Le changement climatique accroît-il le risque d'inondations ? Sur les politiques, c'est évident. « Nous venons de traverser des crues à plus de 6 mètres. La régularité de ces phénomènes [...] nous conforte dans l'idée qu'il faut qu'on s'adapte aux évolutions du climat », constate la maire de Paris, Anne Hidalgo. L'européen Yannick Jadot souligne, lui, que « ces hivers doux, beaucoup plus pluvieux, c'est ce que nous donnent les scénarios climatiques ». De fait, selon Météo France, janvier 2018 a été le plus doux depuis 1900. Et cet hiver connaît une météorologie exceptionnelle. La hausse de 1°C de la température moyenne en France au XX<sup>e</sup> siècle se traduit déjà par une baisse du nombre de jours de gel et une hausse des précipitations en

hiver. Le rapport Jouzel sur le climat en France d'ici à 2100, publié en 2014, prévoit une accélération de la hausse des températures moyennes en métropole. Il y aura plus de vagues de chaleur et de sécheresse dans le sud du pays, plus de pluie dans le nord, et des déluges plus fréquents, surtout dans le nord-est. A l'échelle du globe, l'évolution des précipitations accroîtra nettement le risque d'inondations fluviales dévastatrices d'ici 2050, alerte une étude parue le 10 janvier dans *Science Advance*. L'Europe ne sera pas épargnée. En août, une étude dans *Science* menée entre 1960 et 2010 constatait que les crues se produisaient désormais avec plusieurs semaines d'avance dans l'ouest et le nord-est du Vieux Continent, à cause d'une plus grande humidité du sol et de la fonte précoce des neiges. De quoi menacer les rendements agricoles, infrastructures, production hydroélectrique et alimentation en eau. **C.Sch.**

## URBANISATION LE BOOM DES ZONES

Lors de la crue de 2016, le coût des dégâts a dépassé une facture de 1,4 milliard d'euros au début : dans une étude publiée par la Fédération française de l'assurance, le coût du risque inondation pour la France devrait atteindre 34 milliards d'euros en 2039 et atteindre 34 milliards. Quelque 830 000 personnes vivent dans des zones inondables en région parisienne, à cause du développement et d'urbanisation massive. A Alfortville, 98,2% de la population vit dans ces secteurs et, d'une façon générale, 49,8% de la population vit dans des programmes de renouvellement urbain développés sur d'anciennes zones inondables sur les rives et reconstruites. Elles accueillent 55% de la population dans des zones inondables sur la dernière décennie. Dont Alfortville.

Il existe des moyens de construire en zone inondable. Et de garder des sols plantés et productifs. Mais les décrets. Mais l'urbanisation